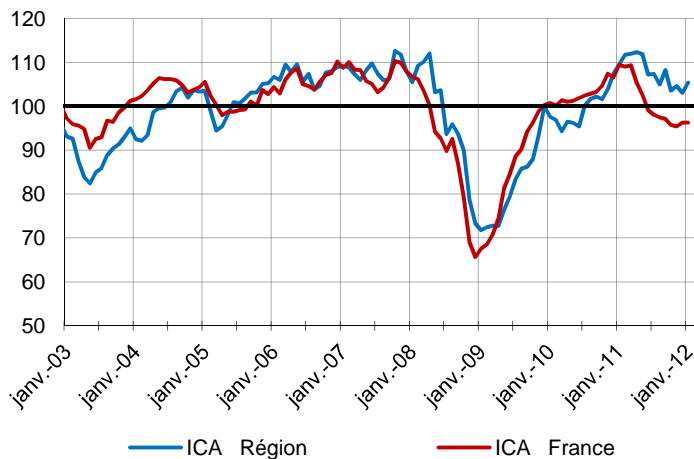


## Contexte conjoncturel

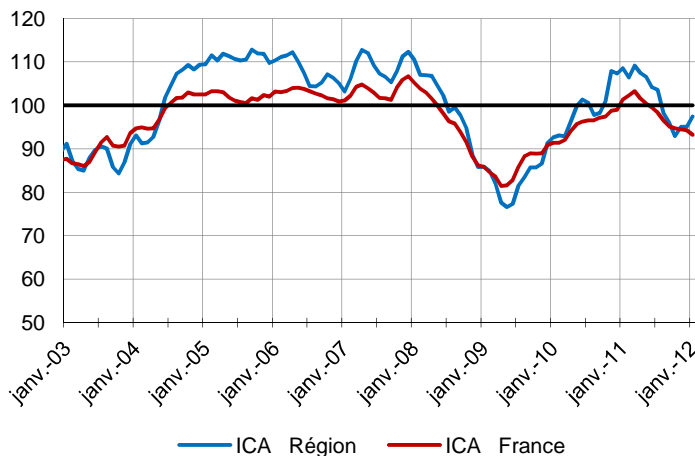
### Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

#### Industrie



#### Services marchands



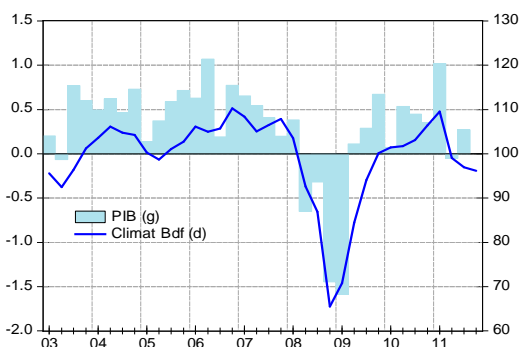
### Contexte national

Le climat des affaires, tant en France que dans la zone euro, a enregistré une amélioration tout au long de l'année 2010 puis a atteint un point haut au début de l'année 2011. Il s'est par la suite progressivement dégradé alors que les incertitudes sur l'évolution économique se sont accrues dans un contexte de tension dans le système financier et de resserrement des conditions de financement pour les ménages et les entreprises. Au second semestre, l'indicateur du climat des affaires dans l'industrie de la Banque de France est passé au dessous de 100 qui correspond à la croissance moyenne. Sur l'ensemble de l'année le produit intérieur brut à prix constants de la France a augmenté de près de 1,7 % en 2011 après 1,4 % en 2010. Cette légère amélioration en moyenne sur l'année masque ainsi un ralentissement global de l'activité après un premier trimestre très positif avec une hausse du PIB de 1,0 %.

La contribution de la demande intérieure hors stocks à la croissance du PIB a atteint 1,1 point en 2011 après 0,8 point. Les dépenses de consommation des ménages ont marqué le pas avec une croissance annuelle de seulement 0,6 % après 1,3 % en 2010 alors que le pouvoir d'achat du revenu disponible brut était en hausse. Les ménages ont en effet tendance à constituer une épargne de précaution dans un contexte de situation économique dégradée et de hausse du chômage. L'investissement enregistre par contre une accélération significative avec une hausse de 2,8 % après le repli observé en 2010 (-1,4 %) sous l'effet d'un début d'année favorable. Le mouvement touche tant l'investissement des entreprises que des ménages.

La formation de stocks a apporté une contribution très forte à la croissance du PIB en 2011 avec 0,9 point ce qui a compensé la contribution de nouveau négative des échanges extérieurs à -0,4 point après une quasi stabilité en 2010 (0,1 point).

PIB, croissance trimestrielle en % et climat des affaires industrie

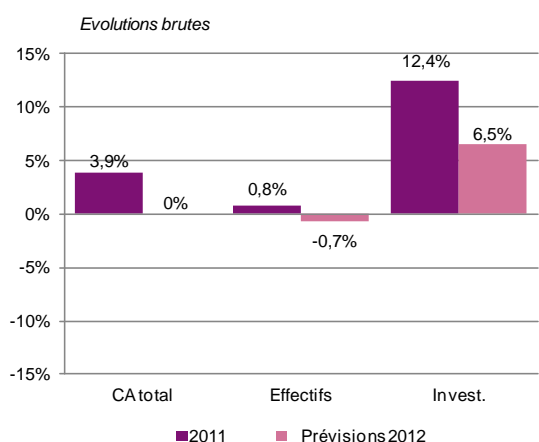


En 2011, le solde des échanges extérieurs de marchandises se dégrade de près de 20 milliards d'euros principalement sous l'effet du renchérissement de la facture énergétique en liaison avec la forte hausse du prix du pétrole (40 % pour le baril de Brent en dollar après une hausse de près de 30 % en 2010).

Le ralentissement de l'activité au cours de l'année 2011 a pesé sur les créations d'emplois dont le rythme s'est ralenti fortement au second semestre conduisant à une remontée du taux de chômage à près de 9,5 % en fin d'année.

La hausse des prix à la consommation s'est accélérée en 2011 pour atteindre 2,7 % en glissement annuel en décembre pour l'indice des prix harmonisés après 2,0 % en décembre 2010. L'impact de la hausse des prix de l'énergie est resté significatif tout au long de l'année mais ce sont surtout les prix des produits alimentaires qui ont enregistré une accélération en cours d'année.

## Industrie



Source et Réalisation : Banque de France-DAR-IDF (Février 2012)

**En 2011, les chiffres d'affaires** sont en hausse dans tous les secteurs.

**Les effectifs** ont légèrement progressé, grâce, en particulier, aux recrutements d'intérimaires.

**Les rentabilités d'exploitation** ont dans l'ensemble évolué favorablement.

**Les investissements** notamment de nature immobilière se sont significativement développés.

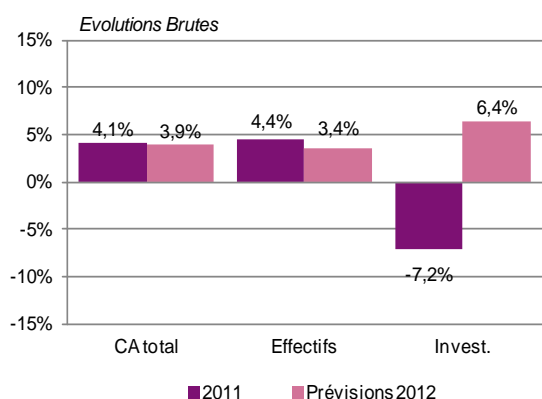
**En 2012, les chiffres d'affaires** devraient se stabiliser (+0%) avec des évolutions contrastées selon les secteurs : croissance dans les matériels de transport (+1,9%) et fléchissement pour les autres produits industriels (-2%).

Une légère érosion des **effectifs** est anticipée (-0,7%), notamment dans le travail temporaire.

Les chefs d'entreprises prévoient de consolider leurs **marges d'exploitation**.

**L'investissement** devrait connaître une évolution significative mais plus modérée qu'en 2011.

## Services marchands



Source et Réalisation : Banque de France - DAR - (Février 2012)

**En 2011, l'activité** dans les services marchands a progressé à un bon rythme, en lien principalement, avec le dynamisme des entreprises du secteur du travail temporaire.

**Les effectifs** se sont nettement renforcés (+4,4%), avec une mention particulière pour le travail temporaire et l'ingénierie informatique ( $\geq +7,2\%$ ).

**La rentabilité** a bien résisté dans l'ensemble sauf dans le travail temporaire.

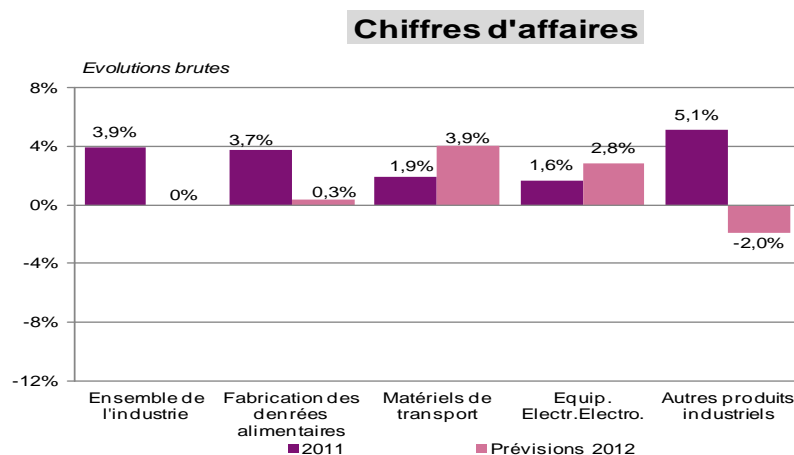
**L'investissement** du secteur a connu une évolution fortement négative (-7,2%).

**En 2012, les prévisions d'activité** devraient rester favorablement orientées notamment celles du secteur de l'ingénierie informatique en progression sensible.

La situation de l'**emploi** devrait globalement continuer de s'améliorer. Les anticipations en matière de **rentabilité** apparaissent incertaines. Une majorité d'entrepreneurs n'envisage pas de progression.

**Les investissements** d'exploitation sont prévus en hausse, en particulier dans le secteur des transports routiers de marchandises.

Le chiffre d'affaires



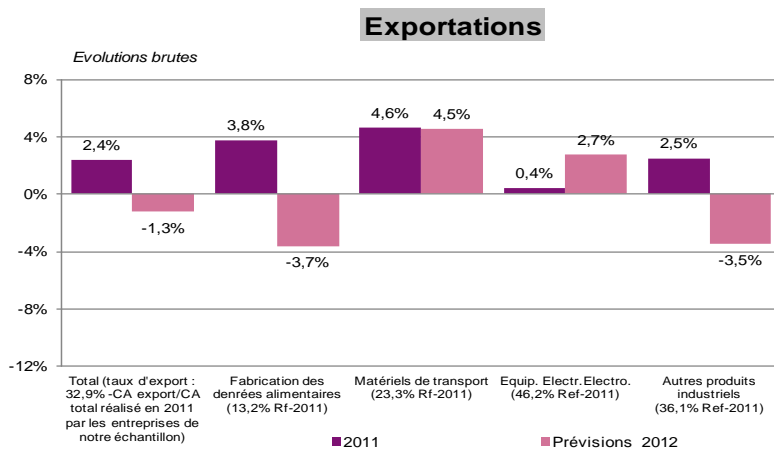
Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2012)

Dans le prolongement de 2010 (+7,8%), l'activité des entreprises industrielles franciliennes a de nouveau progressé **en 2011** (3,9%). La hausse du chiffre d'affaires a été globalement plus marquée dans les PME.

Tous les secteurs ont été favorablement orientés, le compartiment des autres produits industriels affichant la plus forte augmentation (+5,1%).

**Pour 2012**, la tendance globale de l'activité est à la stabilisation ; la progression sensible attendue dans les secteurs des matériels de transport (+3,9 %) et les équipements électriques et électroniques (+2,8%) étant gommée par l'évolution fortement négative des autres produits industriels (-2%).

Les exportations



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2012)

La part des exportations dans le chiffre d'affaires des entreprises industrielles de notre échantillon s'élève à 32,9% **en 2011** contre 26% en 2010.

**En 2011**, les chiffres d'affaires réalisés à l'international se sont accrus (+2,4%) mais de manière moins soutenue qu'en 2010 (+6,1%). Les petites et les moyennes entreprises ont été, cette année, particulièrement actives à l'export.

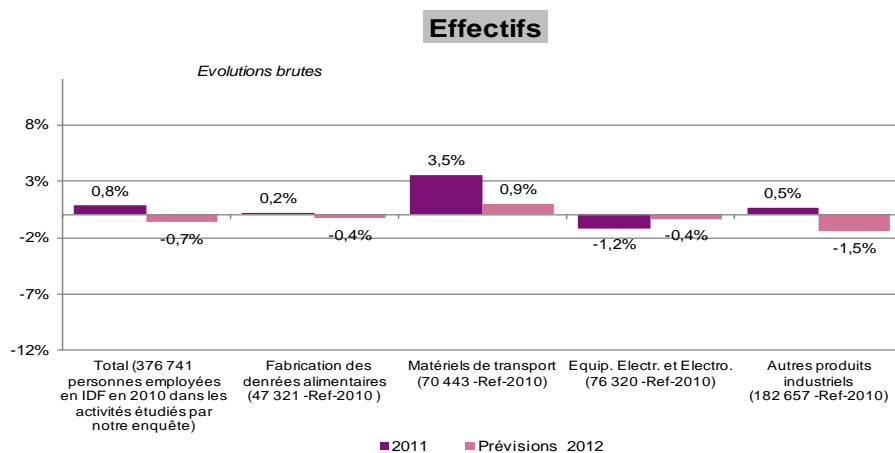
Le développement des exportations, significatif dans le secteur des matériels de transport (+4,6%), a été modéré dans les secteurs de la

fabrication des denrées alimentaires (+3,8%) et des autres produits industriels (+2,5%) et quasiment nul dans les équipements électriques et électroniques (+0,4%).

**Pour 2012**, les prévisions à l'export font apparaître une évolution favorable dans les matériels des transports (+4,5%) et dans le secteur des équipements électriques et électroniques (+2,7%).

Elles seraient en revanche négatives dans les secteurs de la fabrication des denrées alimentaires et des autres produits industriels (respectivement -3,7% et -3,5%).

## L'emploi



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2012)

Après une dégradation de l'emploi industriel en 2009 (-4,5 %) et 2010 (-2,4 %), les effectifs ont légèrement augmenté **en 2011** (+ 0,8 %).

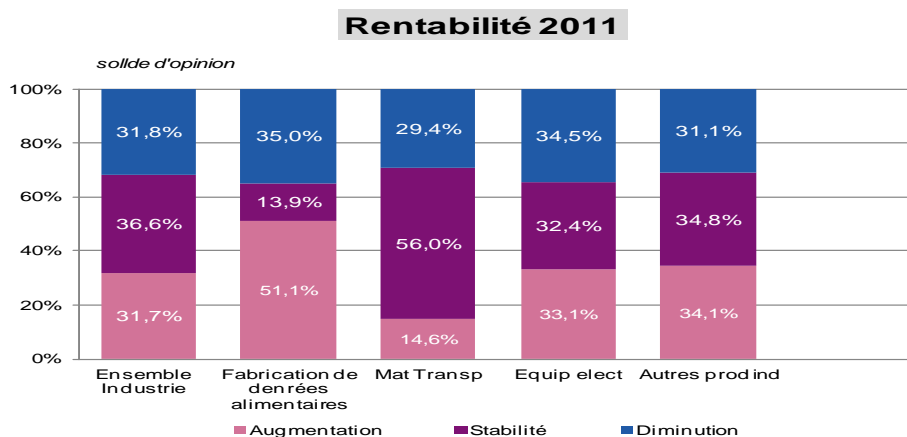
Les évolutions divergent selon les secteurs industriels : progression pour les matériels de transport (+ 3,5 %), quasi-stabilisation pour les autres produits industriels (+ 0,5 %) et la fabrication des denrées alimentaires (+ 0,2 %), diminution pour les équipements électriques et électroniques (- 1,2 %).

Les recrutements en 2011 ont majoritairement eu lieu dans les PME; les contractions d'effectifs sont plutôt intervenues dans les entreprises les plus grandes.

Le nombre d'intérimaires employés dans l'industrie a globalement augmenté dans tous les secteurs de l'industrie et notamment dans les secteurs des matériels de transport (+ 34,1 %) et des équipements électriques et électroniques (+ 16,5 %).

**Pour 2012**, les industriels anticipent une très légère baisse de leurs effectifs (- 0,7 %) dans tous les secteurs, sauf dans le secteur des matériels de transports où des recrutements sont annoncés (+0,9%).

## La rentabilité

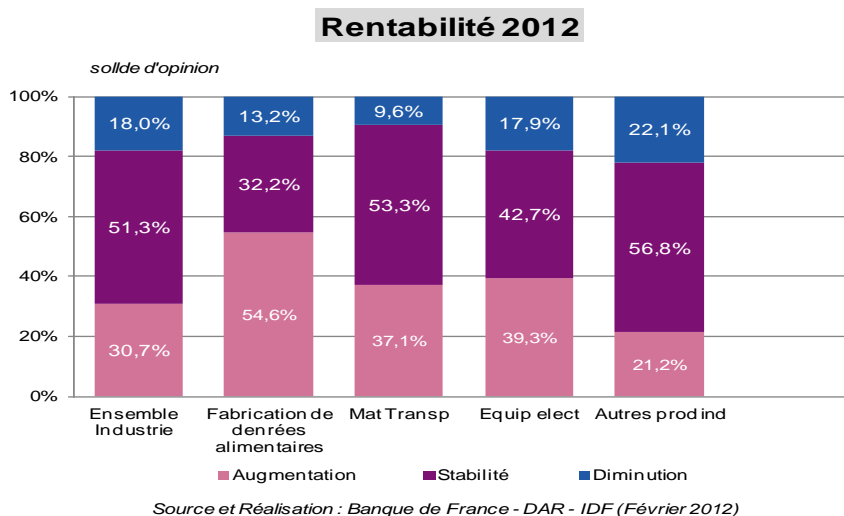


Source et Réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2012)

En accord avec les perspectives formulées lors de la précédente enquête, la rentabilité, dans l'ensemble, s'est maintenue **en 2011**. Les marges d'exploitation ont été reconduites ou améliorées pour plus des deux tiers des entreprises interrogées, dans chacune des branches.

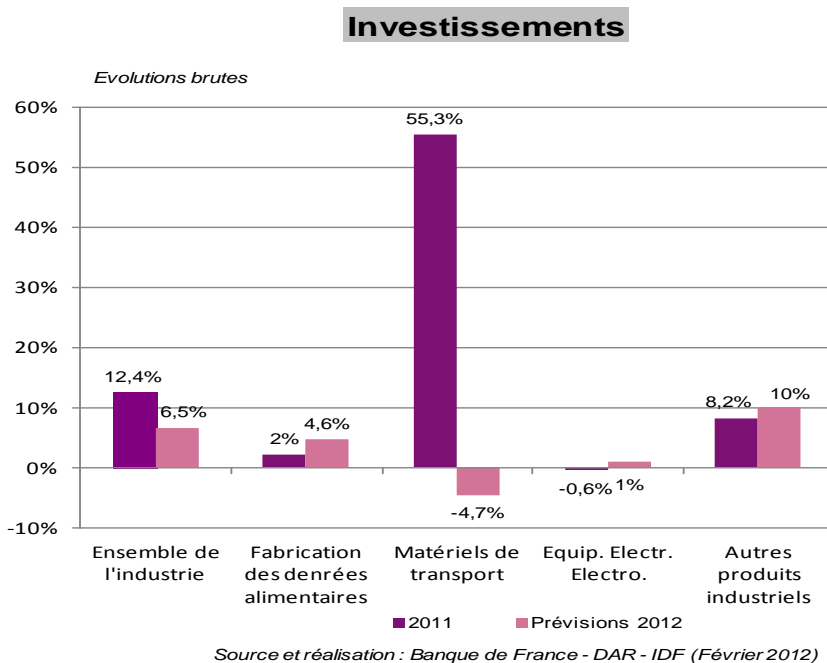
Les grandes entreprises du secteur de la fabrication des denrées alimentaires constatent une hausse de leur profitabilité.

## La rentabilité



Pour l'année **2012**, les perspectives paraissent plus favorables : le solde d'opinion positif progresse de près de 13 points. 82 % des entreprises prévoient une stabilité voire une augmentation de leurs profits.

## Les investissements



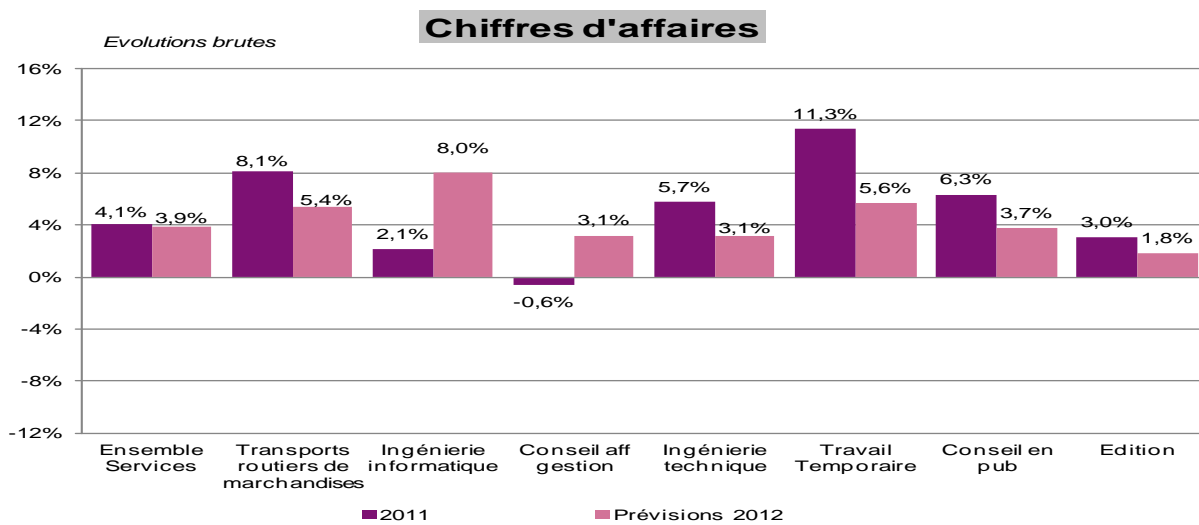
Comme prévu, les investissements ont globalement progressé **en 2011** dans la plupart des secteurs, avec une mention particulière pour le secteur des matériels de transport qui se distingue nettement de la moyenne générale.

Le secteur des matériels de transports est le plus porteur pour les investissements d'équipements.

Ce sont les PME qui à nouveau, se distinguent positivement en matière d'investissement.

**Pour 2012**, les prévisions d'investissements s'inscrivent à nouveau en hausse (+ 6.5 %), mais à un rythme plus modéré.

Le chiffre d'affaires



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2012)

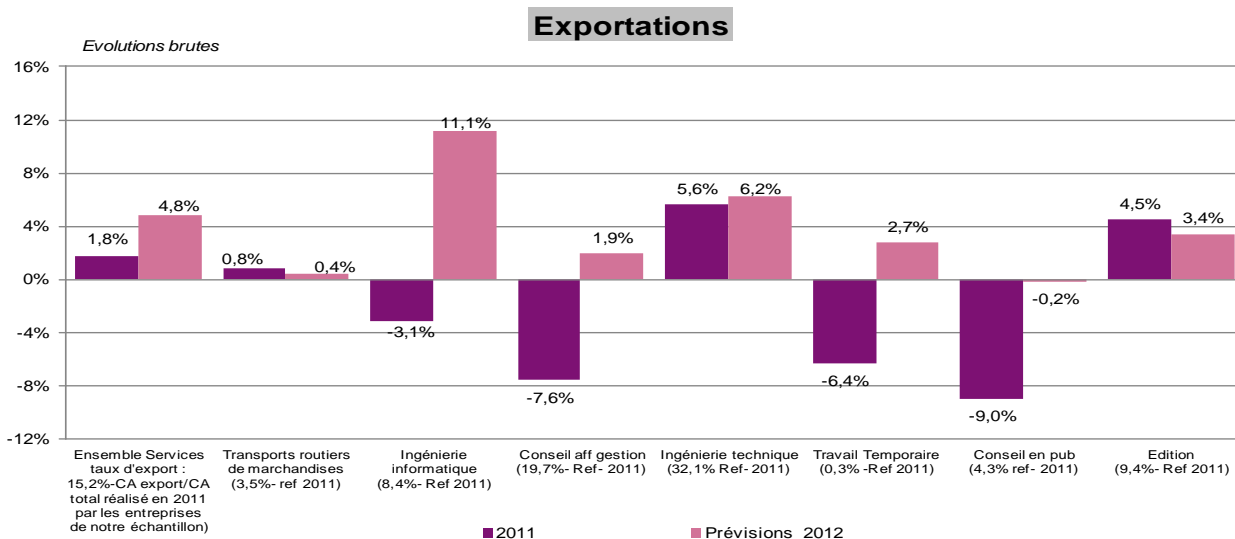
Dans le sillage de l'année 2010 (+7,5%), les chiffres d'affaires des entreprises des services marchands ont globalement poursuivi leur progression (+4,1%) **en 2011**.

L'activité a été particulièrement dynamique dans le secteur du travail temporaire (+11,3%) et du transport routier de marchandises (+8,1%). Les autres secteurs, notamment les secteurs de la publicité (+6,3%) et de l'ingénierie technique (+5,7%) ont affiché une croissance plus mesurée de leurs volumes d'affaires.

Seul, le secteur du conseil en affaires et gestion a connu en 2011 une évolution négative de son volume d'affaires (-0,6%).

Pour 2012, les perspectives s'annoncent positives (+3,9%). Ceux qui devraient bénéficier des plus fortes augmentations sont l'ingénierie informatique (+8%) et à un moindre niveau, les secteurs du travail temporaire (+5,6%) et du transport routier de marchandises (+5,4%)

Les exportations



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2012)

Le taux d'exportation de l'échantillon étudié s'élève à 15,2 %.

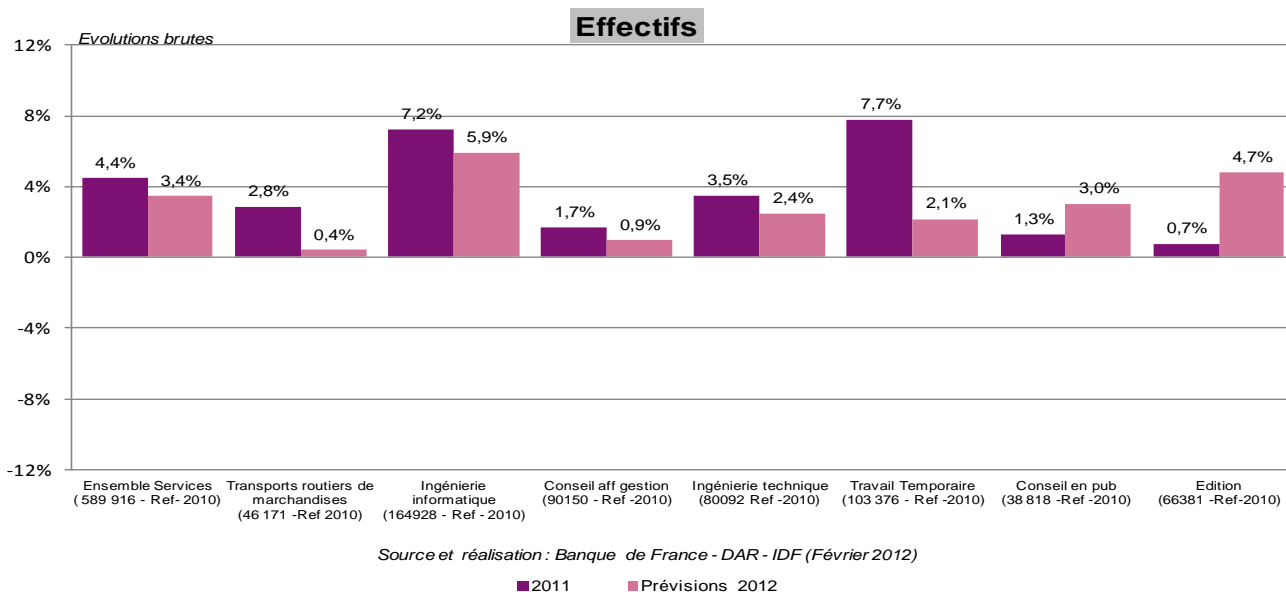
Les exportations ont ralenti leurs progressions **en 2011** (+1,8% contre +5,1% en 2010).

Les évolutions ont été contrastées selon les branches d'activités. Les secteurs de l'ingénierie technique (+5,6%) et de l'édition (+4,5%) ont affiché de belles performances tandis que certains secteurs, notamment ceux du travail temporaire (-6,4%), du conseil en

affaires et gestion (-7,6%) et plus encore de la publicité (-9%) ont connu un repli de leurs ventes à l'étranger.

Pour 2012, les chefs d'entreprises misent sur un développement plus favorable de leurs exportations (+4,8%), tirées principalement par le dynamisme des entreprises du secteur de l'ingénierie informatique (+11,1%). Les perspectives dans les autres secteurs font état d'une progression plus faible des exportations, à l'exception de la publicité qui conserverait une tendance très légèrement négative.

## L'emploi

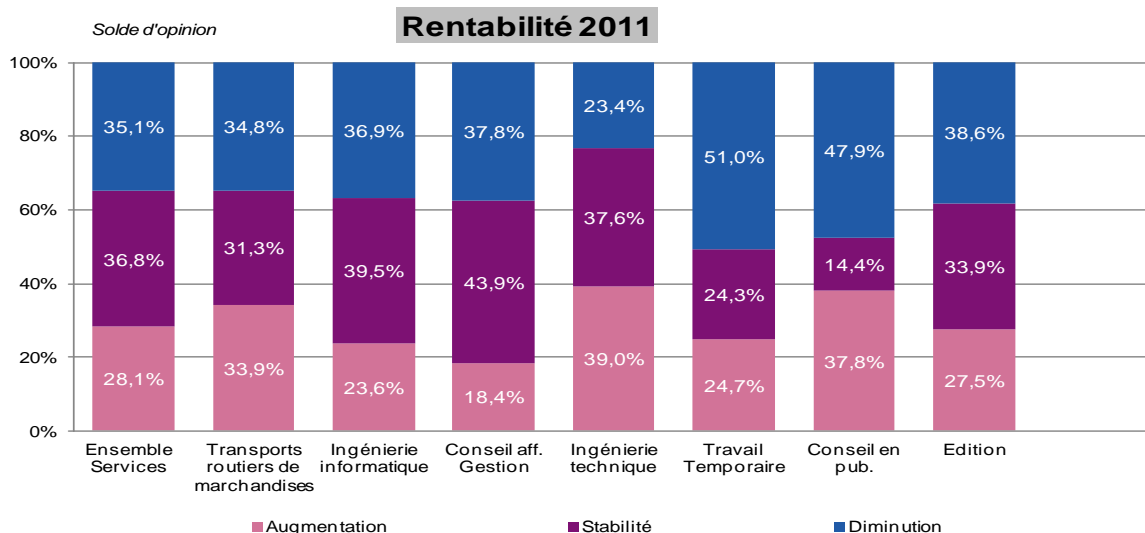


L'amélioration de la situation de l'emploi s'est poursuivie **en 2011** (+ 4,4 %). L'évolution favorable a été notamment sensible dans les secteurs de l'ingénierie informatique (+7,2%), de l'ingénierie technique (+ 3,5 %), des transports routiers de marchandises (+ 2,8 %) et, dans une moindre mesure, du conseil en affaires et gestion (+ 1,7 %) et de la publicité (+ 1,3 %). Dans l'édition, les effectifs se sont stabilisés.

Les effectifs intérimaires ont globalement augmenté (+ 5 %) mais de façon plus ou moins marquée selon les secteurs.

**Pour 2012**, les entrepreneurs envisagent une nouvelle progression des recrutements (+ 3,4 %), sauf dans les transports routiers de marchandises et le conseil en affaires et gestion, où une stabilisation est annoncée. En contrepartie, le nombre d'intérimaires devrait se contracter (- 5,4 %) dans des proportions variables selon les secteurs.

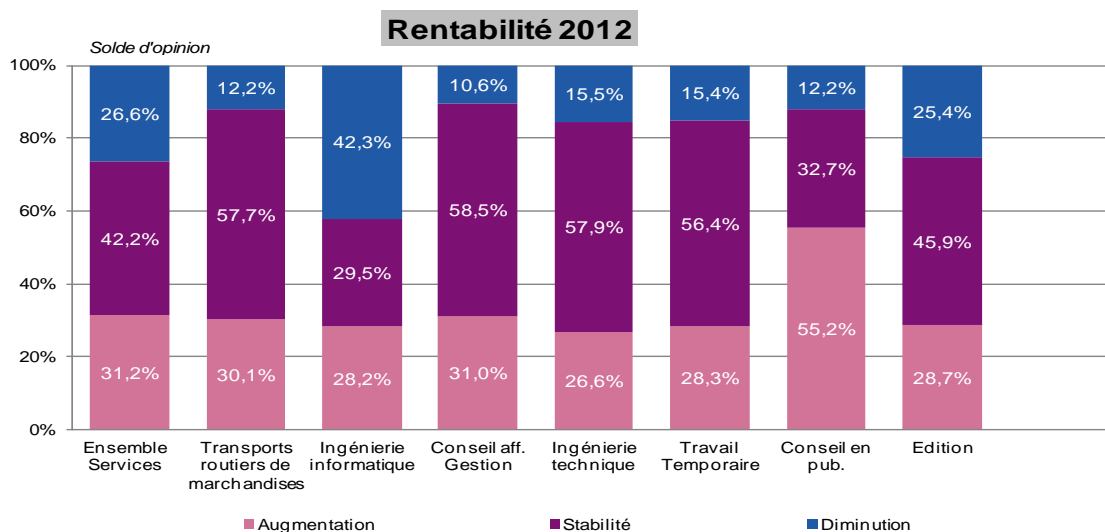
## La rentabilité



Globalement, **en 2011**, la rentabilité paraît comparable à celle de 2010. 37 % des chefs d'entreprises interrogés estiment que leurs marges se sont stabilisées, 28 % annoncent une progression, et seulement 35 % d'entre eux considèrent qu'elles ont diminué.

Dans ce tableau, seul le secteur du travail temporaire se distingue, avec une érosion majoritaire de ses marges d'exploitation, l'ingénierie technique connaissant une amélioration plus sensible de sa rentabilité.

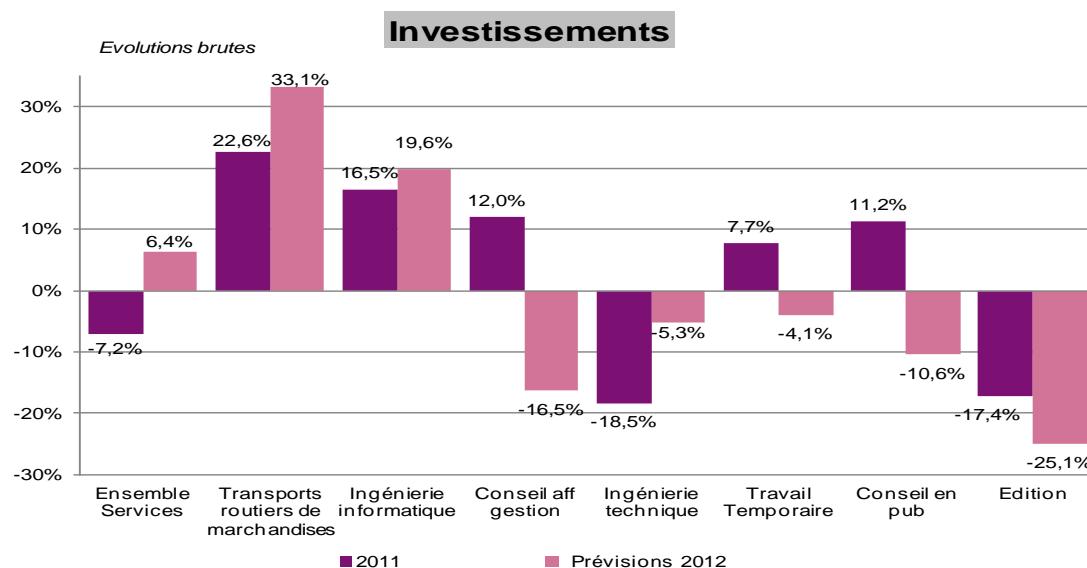
La rentabilité



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2012)

Pour l'année 2012, 73 % des entreprises tablent sur une progression ou une stabilisation des résultats, soit une progression de 8,5 points par rapport à 2011, tous les secteurs ayant des prévisions convergentes.

Les investissements



Source et réalisation : Banque de France - DAR - IDF (Février 2012)

Les investissements, en baisse en 2011 (-7,2 %), ont toutefois diminué moins fortement que prévu. Les évolutions sont contrastées selon les secteurs : les dépenses engagées reculent dans l'édition ; elles s'accroissent, en revanche, significativement dans les transports routiers de marchandises (+22,6%), l'ingénierie informatique (+16,5%), le conseil en affaires et gestion (+12%), la publicité (+11,2%) et, à un moindre niveau, le travail temporaire (+7,7%).

Pour 2012, les perspectives, globalement bien orientées (+ 6,4 %), sont particulièrement favorables pour les transports routiers de marchandises et l'ingénierie informatique.

Cette enquête a été conduite par les implantations de la Banque de France auprès des entreprises de l'industrie et des secteurs les plus représentatifs des services marchands aux entreprises qui ont leur siège social en Île-de-France afin d'évaluer les premiers résultats de l'année 2011 en matière d'activité, d'exportations, d'emploi, de rentabilité et d'investissements, et de dégager des prévisions pour l'année 2012.

Il s'agit de données et variations concernant les entreprises franciliennes. Collectées entre le 12 décembre 2011 et le 30 janvier 2012, donc sans attendre l'arrêté des comptes annuels, ces informations comportent une part d'évaluation et doivent de ce fait être interprétées avec prudence, notamment en ce qui concerne la rentabilité et l'investissement.

Dans l'**INDUSTRIE**, sont considérées comme entreprises de :

- petite taille, celles comptant moins de 100 salariés,
- taille moyenne, celles comptant de 100 à 500 salariés,
- grande taille, celles comptant plus de 500 salariés.

Les 821 entreprises industrielles ayant participé à l'enquête représentent 146 270 salariés et réalisent un chiffre d'affaires de plus de 45 milliards d'euros soit un taux de couverture élevé et en progression par rapport aux années précédentes.

Dans les **SERVICES MARCHANDS AUX ENTREPRISES**, sont considérées comme unités de :

- petite taille, celles comptant moins de 50 salariés,
- taille moyenne, celles comptant de 50 à 200 salariés,
- grande taille, celles comptant plus de 200 salariés.

Sept secteurs ont été étudiés : les Transports routiers de marchandises, l'Ingénierie informatique, le Conseil pour les affaires et la gestion, l'Ingénierie technique, le Conseil en publicité, le Travail Temporaire et l'Édition. Les 1044 entreprises des services marchands aux entreprises dont les réponses ont été traitées représentent 149 958 salariés pour un chiffre d'affaires de 25 milliards d'euros soit un taux de couverture élevé et en progression par rapport aux années précédentes.

La Direction Régionale - Île-de-France de la Banque de France remercie vivement les chefs d'entreprise qui ont bien voulu participer à cette enquête.

## TERMINOLOGIE

Ind Alim	: Industries Alimentaires
Mat Transp	: Matériel de transport
Equip elect	: Équipement électrique et électronique
Autres prod ind	: Autres produits industriels
	<i>1. Textile-habillement chaussures</i>
	<i>2. Bois-papier imprimerie</i>
	<i>3. Industrie chimique</i>
	<i>4. Industrie pharmaceutique</i>
	<i>5. Caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques</i>
	<i>6. Métallurgie et fabrication produits métalliques</i>
	<i>7. Autres industries manufacturières, réparation, installation</i>

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5.2° et 3°a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN ÎLE DE FRANCE, TENDANCES RÉGIONALES

sur le site Internet de la Banque de France

[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr) - Rubrique "Économie et Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

**0975-emc-ut@banque-france.fr**

En précisant votre nom, la dénomination et l'adresse de votre entreprise.